

Autriche

La croissance va progressivement se redresser pour s'établir à 0.2 % en 2024 et à 1.5 % en 2025, après une baisse de 0.7 % en 2023. Si la consommation privée reprendra de la vigueur sous l'effet de la revalorisation des salaires réels, l'investissement demeurera faible du fait des coûts d'emprunt élevés et de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre. Le chômage devrait quelque peu augmenter en 2024. L'inflation reculera régulièrement mais restera supérieure à 2 %. Une détente accrue du marché du travail est possible compte tenu de l'importante rétention de main-d'œuvre, tandis que l'atonie de la demande extérieure ou la répercussion des coûts élevés pourraient peser sur les exportations.

Le déficit budgétaire se maintiendra globalement au même niveau pendant toute la période considérée. La suppression progressive des aides accordées en réponse aux crises sera compensée par la revalorisation des traitements des fonctionnaires et des prestations sociales, ainsi que par la mise en place de nouvelles mesures discrétionnaires. La stabilisation du déficit public à court terme est appropriée tant que la demande est faible, mais un assainissement budgétaire plus radical est nécessaire à moyen terme pour contenir les paiements d'intérêts et la dette publique. L'allègement du poids de la réglementation sur les services et l'activation des groupes sous-représentés sur le marché du travail, tels que les femmes et les seniors, renforceront la résilience de l'économie.

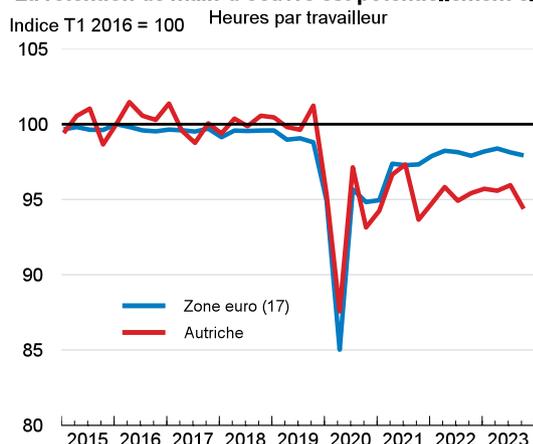
L'activité économique a atteint un point bas

L'économie s'est contractée en 2023, mais les indicateurs à haute fréquence montrent que l'activité a passé le creux de la vague. La hausse des prix a pesé sur la consommation, mais un rattrapage salarial est en cours. La confiance des consommateurs repart à la hausse. Toutefois, le durcissement des conditions de financement et l'atonie de la demande continuent de freiner l'investissement. La demande extérieure a été modérée, même si les exportations de biens intermédiaires ont redémarré au dernier trimestre. L'inflation a reculé pour s'établir à 4.1 % en mars à la faveur du repli des prix de l'énergie, mais reste l'une des plus élevées d'Europe. Même si le taux de chômage est faible, le marché du travail a commencé à se détendre, en particulier dans le secteur manufacturier.

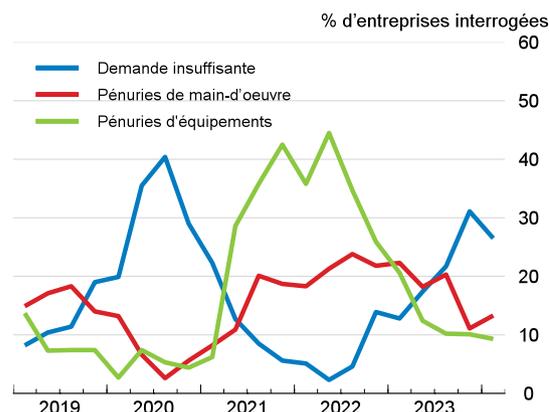
Le ralentissement des échanges mondiaux de marchandises et l'atonie de l'activité économique en Europe, en particulier en Allemagne, destination de plus de 30 % des exportations autrichiennes, ont freiné la croissance des exportations. Pour autant, les exportations de biens en volume de l'Autriche ont été plus élevées que celles d'autres pays de la zone euro grâce aux facteurs suivants : une exposition relativement moindre aux produits chinois ; une spécialisation dans des niches particulières des industries mécanique et automobile ; et enfin, la fixation d'une marge bénéficiaire plus faible par les exportateurs.

Autriche

La rétention de main-d'oeuvre est potentiellement élevée



La faiblesse de la demande est le principal facteur limitant la production industrielle¹



1. Les entreprises interrogées ont répondu à la question suivante : « Quels sont les principaux facteurs limitant actuellement votre production ? »
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115 ; et enquêtes de conjoncture harmonisées de l'UE.

StatLink <https://stat.link/5ca4pi>

Autriche : demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Autriche						
PIB aux prix du marché*	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Consommation privée	380.4	4.4	4.8	-0.7	0.2	1.5
Consommation publique	189.7	4.0	5.8	-0.2	0.9	1.9
Formation brute de capital fixe	80.3	7.7	0.1	-0.4	0.1	0.8
Demande intérieure finale	95.2	6.0	0.3	-2.2	-0.4	1.2
Variation des stocks ¹	365.3	5.3	3.1	-0.8	0.4	1.5
Demande intérieure totale	3.1	1.2	-0.3	-0.9	0.0	0.0
Exportations de biens et services	368.3	6.5	2.7	-1.6	0.5	1.5
Importations de biens et services	195.5	9.4	11.7	0.3	2.6	2.7
Exportations nettes ¹	183.4	14.0	8.1	-1.4	3.5	2.8
	12.0	-1.9	2.1	1.0	-0.4	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.1	5.3	7.6	4.3	2.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.8	8.6	7.7	3.7	2.9
IPCH sous-jacent ²	—	2.3	5.1	7.3	4.3	2.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.2	4.7	5.1	5.5	5.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	11.2	9.2	9.0	8.9	9.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-5.8	-3.3	-2.7	-2.8	-2.7
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	105.4	83.8	84.5	84.5	84.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	82.5	78.4	77.7	77.7	78.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.6	-0.3	2.7	2.3	2.1

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115.

StatLink <https://stat.link/riv162>

Le déficit public restera élevé

Les taux d'intérêt élevés continuent de renchérir les coûts d'emprunt et de peser sur l'investissement et l'activité, en particulier dans le secteur de la construction. La perception d'une augmentation des risques encourus par les entreprises et une baisse de la valeur des garanties de prêt ont contribué au ralentissement des activités de prêts bancaires aux entreprises. La demande de crédits immobiliers s'est tassée depuis le deuxième semestre de 2022. Le déficit public devrait se stabiliser à 2.8 % en 2024 et à 2.7 % en 2025, sous l'effet d'un léger durcissement de la politique budgétaire. La baisse des aides versées en réponse aux crises est contrebalancée par un regain des dépenses discrétionnaires et une hausse des coûts due à l'inflation. Du côté des dépenses, celles liées à la pandémie (0.4 % du PIB en 2023) seront dans les faits progressivement supprimées en 2024. La subvention aux prix de l'énergie en faveur des entreprises va être supprimée en 2024, tandis que le frein aux prix de l'électricité bénéficiant aux ménages arrivera à échéance en 2025. Parallèlement, les prestations sociales et la rémunération des agents de la fonction publique vont être revalorisées en rattrapage de l'inflation passée. De nouvelles dépenses discrétionnaires sont attendues, notamment par suite de la conclusion d'un nouvel accord de péréquation financière. S'agissant des rentrées, les recettes fiscales augmenteront sous l'effet de la reprise de la consommation, de la revalorisation des salaires nominaux et d'une situation de l'emploi relativement stable. La tarification accrue du carbone sera également une source de rentrées fiscales, alors que la mise en place d'une indexation des tranches d'imposition sur l'inflation et la réduction prévue des taux d'imposition entraîneront une diminution des recettes de l'impôt sur le revenu. La stabilisation du déficit public à court terme tant que la demande est atone est approprié, mais un plan plus vigoureux à moyen terme est nécessaire pour réduire le déficit et le niveau d'endettement au fur et à mesure que l'économie se redressera.

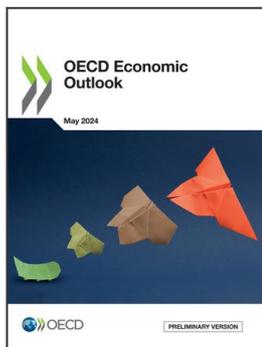
L'économie ne se redressera que lentement

La croissance de la production va progressivement se redresser pour s'établir à 0.2 % en 2024 et 1.5 % en 2025, à mesure que la désinflation se poursuit et que les taux d'intérêt commencent à baisser. La consommation privée va prendre de l'ampleur en 2024, principalement en raison de la hausse des salaires réels induite par la répercussion de l'inflation passée sur les salaires. L'investissement privé restera contraint par des conditions financières restrictives et la montée des coûts de main-d'œuvre. Le marché du travail se détendra en 2024, dans la mesure où le taux de chômage devrait augmenter pour s'établir à 5.5 %. Un assouplissement de la politique monétaire et une reprise mondiale contribueront à porter la croissance du PIB à un niveau supérieur à son potentiel en 2025. La désinflation sera ralentie par la hausse persistante des prix des services essentiels. Les risques de divergence par rapport aux projections sont orientés à la baisse. Le faible volume d'heures travaillées semble indiquer que la rétention de main-d'œuvre est potentiellement élevée. L'Autriche risque de connaître un nouveau ralentissement de ses échanges mondiaux. De surcroît, la répercussion des coûts intérieurs sur les prix à l'exportation pourrait s'accélérer, pesant sur la compétitivité.

Des réformes structurelles sont nécessaires pour améliorer la résilience de l'économie

Le pays doit améliorer sa capacité à s'adapter aux chocs futurs et à faire face aux défis structurels. L'assouplissement des conditions d'accès à certains services professionnels pourrait contribuer à relancer la dynamique des entreprises. Élargir l'accès à des structures d'éducation préscolaire de qualité et renforcer les incitations à une utilisation plus équilibrée du congé parental entre les mères et les pères favoriseraient l'augmentation des taux d'emploi. Le taux d'activité évoluerait également à la hausse si l'on

procédait à un transfert de charge fiscale des revenus du travail vers d'autres bases d'imposition, notamment en augmentant les taxes sur le carbone et les impôts sur la propriété immobilière. Ces mesures, ajoutées à la maîtrise des dépenses liées au vieillissement démographique grâce au recul de l'âge de la retraite et au remplacement des hospitalisations par des soins médicaux primaires, contribueraient à la viabilité à long terme des finances publiques.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1

An unfolding recovery

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/69a0c310-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « Autriche », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1 : An unfolding recovery*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/61ab4e29-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.